

16 présents, 7 absents dont 2 procurations.

## **0. PV du 1<sup>er</sup> décembre 2006**

Adopté à l'unanimité.

### **1. Demande de subvention – FAUD – travaux d'enfouissement des réseaux basse tension, éclairage public et France Télécom – rue de la corniche**

M. Yannic, Maire-Adjoint aux travaux et à la voirie, présente au conseil municipal le projet de mise en souterrain du réseau électrique basse tension, d'éclairage public et de France Télécom, rue de la corniche. Les dépenses sont estimées à 145 854,25 € HT et se décomposent ainsi :

- réseau souterrain basse tension, déposes incluses, y compris les branchements EDF	102 259,67 €
- réseau souterrain « éclairage public » avec lanternes	26 882,16 €
- réseau téléphonique (réseau et câblage)	<u>16 712,44 €</u>
	145 854,25 €

Le Maire précise que ces travaux sont justifiables du Fonds d'Aménagement Urbain Départemental (FAUD) au titre des travaux d'effacement des réseaux et peuvent donc être subventionnés à concurrence de 25 % (montant de travaux subventionnable de 75 000 € HT maximum).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'adopter le projet d'effacement des réseaux d'électricité basse tension, d'éclairage public et de France-Télécom, rue de la corniche, d'un montant de 145 854,25 € HT ;
- de solliciter une subvention du conseil général du Finistère au titre du Fonds d'Aménagement Urbain Départemental au taux de 25 % sur un montant de 75 000 € HT subventionnable ;
- de confier au Syndicat Intercommunal d'Electrification d'Audierne, la maîtrise de l'ouvrage déléguée.

## **2. Construction de la salle associative sportive**

Le Maire informe de l'avancée du projet de construction de salle associative sportive et présente le plan de financement du projet :

<b>financeurs</b>	<b>%</b>	<b>Montant de la subvention</b>
Etat (au titre de la DGE)	30 %	63 525 €
Fédération Française de football	12 %	<i>Montant plafonné</i> 25 000 €
Conseil Général	18 %	<i>Montant plafonné</i> 38 200 €
Commune	40 %	85 025 €
<i>Montant total prévisionnel de l'opération</i> <i>211 750 HT</i>		

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'approuver le programme tel que présenté ;
- d'arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle à 211 750 € HT ;
- d'autoriser le Maire à signer les demandes de subvention auprès des autorités, dans la limite d'un autofinancement minimum de 20 % ;
- d'autoriser le Maire à recourir à l'emprunt pour cette opération ;
- d'autoriser le Maire à inscrire le programme au titre d'une demande de Dotation Globale d'Equipement pour l'année 2007 ;
- d'autoriser le Maire à signer les marchés en résultant ;
- d'autoriser le Maire à signer tout document se rapportant au projet ;
- de prévoir l'inscription budgétaire au budget 2007.

### **3. Vente de terrains – M. Ladan**

Le Maire informe que M. Ladan souhaite se porter acquéreur des parcelles, jusqu'alors propriétés de la commune, F 1561 et F 1566, d'une superficie totale de 355 m2, rue Pen-ar-Prat, pour un montant de 20 € le m2.

Le bureau municipal a émis un avis favorable et propose que les frais d'actes notariés soient à la charge de l'acquéreur, partie demanderesse.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'accepter la vente des deux parcelles ;
- de préciser que les frais d'actes notariés seront à la charge de l'acquéreur, partie demanderesse ;
- de fixer le prix du terrain à 20 € le m2 ;
- d'autoriser le Maire à signer tout document y rapportant.

### **4. acquisition de terrain – Mme Goyat**

Le Maire rappelle la décision prise lors du conseil municipal du 07 juillet 2006 proposant l'acquisition de terrains permettant la constitution de réserves foncières pour les années à venir.

Il fait part au conseil municipal de l'accord de Madame GOYAT pour la vente d'une parcelle cadastrée section ZI N° 68, d'une superficie de 8 250 m², et située dans une zone pressentie pour être acquise dans le cadre d'une réserve foncière. La vente de cette parcelle se ferait sur la base de 1 € le m², soit un total de 8 250 €.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'acquérir la parcelle cadastrée ZI N° 68, d'une superficie de 8 250 m²,
- de fixer le prix à 1€ le m², soit un total de 8 250 €,
- d'autoriser le Maire à signer les actes en résultant,
- de prévoir d'inscrire le montant de la dépense au budget.

### **5. Vente de terrain – M. Jean Gourlaouen**

Le Maire informe que M. Gourlaouen, en négociation pour l'achat d'un terrain avec le docteur Le Berre au prix de 20 € le m2, souhaite également se porter acquéreur de la parcelle adjacente, propriété de la commune, cadastrée ZB n°264, d'une superficie de 633 m2, rue de l'usine, pour le même montant, c'est-à-dire, 20 € le m2.

Le bureau municipal a émis un avis favorable et propose que les frais d'actes notariés soient à la charge de l'acquéreur, partie demanderesse.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'accepter la vente des deux parcelles ;
- de préciser que les frais d'actes notariés seront à la charge de l'acquéreur, partie demanderesse ;
- de fixer le prix du terrain à 20 € le m2 ;
- d'autoriser le Maire à signer tout document y rapportant.

## **6. Servitudes – droit de passage – convention**

Le Maire informe du dépôt de permis de construire de la société Céléos, pour la construction de 38 logements, rue du 19 mars 1962. Cette construction privée nécessite d'autoriser des servitudes de droit de passage sur un terrain privé communal, c'est-à-dire par le presbytère, de plusieurs ordres :

- servitude de droit de passage pour les piétons, afin de leur permettre d'accéder au bourg plus facilement et limiter les déplacements en voiture ;
- servitude de droit de passage pour un véhicule léger, réservé exclusivement à l'usage professionnel du commerce de boucherie-traiteur de M. Pérennou ;
- servitude de passage pour le réseau d'eaux pluviales et eaux usées.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'approuver la servitude de droit de passage pour les piétons ;
- d'approuver la servitude de droit de passage pour un véhicule léger, réservé exclusivement à l'usage professionnel du commerce de boucherie-traiteur de M. Pérennou ;
- d'approuver la servitude de droit de passage pour le réseau d'eaux pluviales et eaux usées ;
- d'autoriser le Maire à signer les documents nécessaires à la régularisation de ce dossier.

## **7. Marché de l'espace Pierre Trépos - avenant ATV – lot plomberie**

M. Yannic, Maire-Adjoint aux travaux et à la voirie, fait part de la nécessité de prendre un avenant pour le marché de travaux de l'espace Pierre Trépos, concernant le lot n°14, attribué à l'entreprise ATV afin d'effectuer les travaux supplémentaires :

- carottage en sous-sol pour le passage du réseau eaux usées (percements des refends dû à une canalisation supplémentaire passée en sous-sol) ;
- douche pour personne handicapée (à la demande de la commission d'accessibilité – DDASS)
- mise en place de robinet de puisage EF/EC au rez de chaussée en sanitaire personnel et au 1<sup>er</sup> étage en sanitaire et remplacement des robinets de puisage par des robinets à clé.

M. Yannic rappelle que :

- le montant initial du marché s'élevait à 40 570 € HT ;
- un premier avenant avait été présenté (délibération du 12 décembre 2005 pour le raccordement des classes au réseau EF) pour une plus value de 298 € HT ;
- Ce présent avenant s'élève à 1 641.10 € HT, portant le nouveau montant du lot n°14 à 42 509,1 € HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, d'autoriser le Maire à signer l'avenant et de prévoir la dépense au budget.

## **8. Subvention exceptionnelle – organisation du CIOFF**

Membre du CIOFF-France (Conseil International des Organisations de Festivals de Folklore et d'Art Traditionnel) depuis près de 20 ans, et dernier représentant de la Bretagne au sein de cette fédération internationale, le Mondial Folk organise l'assemblée générale de printemps les 30, 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2007, et ce, pour la 3<sup>ème</sup> fois. De portée nationale, cette réunion en assemblée générale est l'occasion d'échanger des expériences à travers des commissions de travail et aussi de promouvoir les arts et traditions populaires de sa région.

Pour l'aider dans l'organisation de cette assemblée générale, le Mondial Folk sollicite une subvention de 1000 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à bulletin secret (12 pour, 6 abstentions), accorde la subvention de 1000 € et prévoit la dépense au budget.

## **9. Contrat de dératisation**

Le Maire informe le conseil municipal que le contrat de dératisation arrive à son terme.

Deux structures ont fait des propositions et le Maire propose de s'orienter vers un contrat de 3 ans et de retenir la proposition de SHEF 2000, concernant un passage annuel en dératisation dans les exploitations agricoles en activité, dans les lieux publics susceptibles d'abriter des rats, ainsi que chez les particuliers inscrits en Mairie. La prestation annuelle, comprenant également la fourniture de 40 kg de produit souricide-raticide en sachets de 500g s'élève à 1 425 € HT pour un an.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour), autorise le Maire à signer le contrat de dératisation pour 3 ans dans les conditions précitées et prévoit la dépense au budget.

## **10. Concessions au cimetière**

Le Maire informe de la procédure de répartition financière concernant les concessions au cimetière.

A la demande de la trésorerie municipale, il est proposé au conseil municipal de verser le montant total de la concession au budget de la commune, qui se chargera ensuite de reverser le complément au CCAS sous forme de subvention.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour), autorise le Maire à employer cette procédure et de reverser le complément au CCAS sous forme de subvention.

## **11. Motion de soutien aux propositions de pérennisation d'une agriculture vivante et durable**

Le Maire rappelle l'entrée en application le 15 mai 2006 de la Politique Agricole Commune de 2003, ayant officiellement pour fonction de venir compenser par des aides à l'hectare la baisse des prix à la production et d'assurer un niveau de revenu équitable à la population agricole, en découplant ces aides à la production.

Les conséquences directes de l'application française sont :

- la mise en difficulté des agriculteurs ayant anticipé les problèmes environnementaux de par leurs choix techniques ;
- la modification du paysage et de l'économie rurale par la concentration des exploitations ;
- la diminution des agriculteurs dans un contexte de baisse des prix et ne pouvant pas concurrencer les agriculteurs bénéficiant de droits à paiement unique élevés ;
- la dégradation de la qualité de l'eau liée à la mise en difficulté des systèmes respectueux de l'environnement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour) :

- demande que le gouvernement français utilise toutes les possibilités du règlement européen pour assurer une répartition des aides plus équitables entre les agriculteurs et ce, afin d'assurer le maintien de fermes nombreuses sur le territoire rural français ;
- demande que le gouvernement français respecte et applique le principe énoncé dans le règlement européen (article 40), et assure l'égalité des traitements avec les autres agriculteurs, des agriculteurs engagés dans des mesures agri-environnementales durant la période de référence. Il est demandé, en outre que les références historiques des exploitations concernées soient définies dès 2006 comme le prévoit le règlement européen ;
- demande que les exploitations engagées dans des pratiques plus respectueuses de l'environnement, et qui n'avaient pas signé un contrat agri-environnemental, soient traitées de la même manière, et dans tous les cas, de manière équitable par rapport aux autres agriculteurs, et ce, dès 2006.

## **12. Motion – Refus d'une fusion des écoles maternelle et primaire Georges Le Bail**

Le Maire rappelle le départ en retraite du directeur de l'école élémentaire à la fin de l'année scolaire 2006/2007. Une fusion des deux écoles maternelle et primaire aurait alors été envisagée. Cette fusion présente de nombreux inconvénients (risque d'être soumis à des effets de seuils importants au niveau du nombre de classes, absence de décharge supplémentaire...) et incite la commune de Plozévet à refuser ce projet de fusion.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de :

- refuser cette fusion des écoles maternelle et élémentaire.

## **13. Questions diverses**

M. le Maire donne la parole aux conseillers afin qu'ils informent l'assemblée de l'état de certains dossiers en cours :

- Rémy Strullu, Maire-Adjoint à la vie associative, informe des travaux des différentes salles municipales : salles Jules Ferry, maison des jeunes (remise aux normes électriques), ancien local des jeunes, le foyer communal (fermeture à partir du 20 janvier pour des travaux concernant le plafond et la ventilation) ;
- Pierrot Bosser, 1<sup>er</sup> Maire-Adjoint, chargé de la communication et du tourisme, présente les différents spectacles prévus à l'Avel Dro au cours de ce premier trimestre. Il effectue le bilan de cette première année de fonctionnement dans cette nouvelle salle culturelle et remercie toutes les associations de leur implication ainsi que de leur dynamisme ;
- Jean-Claude Stourm, Maire-Adjoint aux affaires scolaires, culture et jeunesse, informe des contacts pour des manifestations en 2008 et 2009, notamment les journées du CNRS avec comme thème principal, la mer.
- Annie Marzin, Maire-Adjoint à l'urbanisme et à l'environnement, indique qu'une réunion de préparation du PADD a eu lieu le 11 janvier, afin de procéder au découpage cadastral du territoire communal. Elle indique qu'il convient de lui communiquer le résultat des travaux pour le 22 janvier.